

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

N°631 – 29 mai 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

Régional

Le FMI achève les consultations annuelles sur les politiques communes de l'UEMOA

Le FMI [a conclu](#) les consultations annuelles sur les politiques communes des pays de l'UEMOA. Le FMI indique que la croissance régionale a atteint 6,6 % en 2025, tandis que l'inflation a baissé à 0,1 % en moyenne annuelle, sous l'effet de la baisse des prix alimentaires. Le déficit courant a diminué de 5,7 % du PIB en 2024 à 1,7 % en 2025, soutenu par la hausse des prix de l'or et du cacao ainsi que par l'augmentation des volumes d'exportation d'hydrocarbures. Les réserves extérieures ont atteint 7,8 mois d'importations prospectives en février 2026. Dans ce contexte, la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a abaissé ses taux directeurs de 50 points de base cumulés depuis juin 2025. Le déficit budgétaire régional a diminué de 5,4 % du PIB en 2024 à 3,4 % en 2025, tandis que le ratio d'endettement public a reculé, passant de 68 % à 65 % du PIB, marquant ainsi la première baisse en plus de dix ans. Le FMI souligne toutefois une forte hétérogénéité entre les pays, notamment en matière de niveaux d'endettement, de conditions de financement et de marges de politique économique. Pour 2026, la croissance régionale est projetée à 5,5 % tandis que l'inflation devrait se situer à 2 %. Cependant, la région reste exposée à d'importants risques baissiers : d'une part l'impact du conflit au Moyen-Orient sur l'inflation, la croissance et la soutenabilité budgétaire, et d'autre part les chocs sécuritaires et climatiques.

Le chiffre à retenir

4 Md USD

Montant de l'investissement pour la mise en œuvre de la 3^e phase d'exploitation du gisement Baleine en Côte d'Ivoire

Bénin

Le pays se situe dans la catégorie "intermédiaire" en matière d'industrialisation en Afrique

Selon le rapport sur l'Indice d'industrialisation en Afrique 2025, publié par la Banque africaine de développement (BAfD), l'indice du Bénin [se situe](#) à 0,5519 en 2024, positionnant le pays à la 24^e place (sur 54) et dans la catégorie des pays "intermédiaires". Le Bénin figure parmi les pays africains affichant les meilleures progressions en matière d'industrialisation depuis 2010, avec un gain de 7 places depuis lors. Cette progression est principalement due à l'amélioration des déterminants directs tels que l'investissement et le financement du secteur privé.

Burkina Faso

Accord au niveau des services pour la 5^e revue FEC et la 1^{ère} revue FRD

Le 26 mai 2026, les services du FMI et les autorités burkinabés [ont finalisé](#) les discussions dans le cadre des consultations de l'article IV et ont conclu un accord sur la 5^e revue de la Facilité élargie de crédit (FEC) et la 1^{ère} revue de



la Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD). Les autorités ont également sollicité une augmentation de l'accès au titre de la FEC de 50 % de la quote-part, soit 60,2 M DTS (73,6 M EUR), portant ainsi l'accès total au programme à 289 M DTS (354,3 M EUR), sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration du FMI attendu fin juin 2026. L'approbation de la revue permettrait un décaissement de 60,2 M DTS (73,8 M EUR) au titre de la FEC et de 16,4 M DTS (20,1 M EUR) dans le cadre de la FRD. Le FMI estime que la croissance a atteint 5,3 % en 2025, soutenue par les exportations aurifères, tandis que le déficit budgétaire global a été ramené de 5,8 % du PIB en 2024 à 1,8 % en 2025. Le FMI souligne toutefois que la hausse des prix internationaux des produits pétroliers et des engrais liés au conflit au Moyen-Orient accentue les besoins de financement extérieur et les risques sur la sécurité alimentaire.

Exécution budgétaire et de trésorerie de l'État à fin mars 2026

Selon le rapport d'exécution budgétaire à fin mars 2026 présenté en Conseil des ministres, le pays [a enregistré](#) un excédent budgétaire global de 66,3 Md FCFA (100 M EUR) au 1^{er} trimestre 2026, contre un déficit de 52,7 Md FCFA (80 M EUR) à la même période en 2025. Selon le rapport, les recettes budgétaires se sont établies à 807,6 Md FCFA (1,2 Md EUR), au-dessus de l'objectif trimestriel de 748,6 Md FCFA (1,1 Md EUR) et correspondant à un taux de recouvrement de 22,7 % sur l'année. Les crédits de paiement ont atteint quant à eux 741,2 Md FCFA (1,1 Md EUR), contre 730,2 Md FCFA (1,1 Md EUR) à fin mars 2025. Au vu de ces résultats, le Conseil a invité les ordonnateurs à réengager en priorité sur le budget 2026, les dépenses non abouties des exercices 2025 et antérieurs, avant tout nouvel engagement afin d'éviter l'accumulation de la dette intérieure.

Côte d'Ivoire

Présentation du PND 2026-2030

Le 22 mai 2026, le ministre du Plan et du Développement [a présenté](#) à la presse le Plan national de développement (PND) 2026-2030 qui prévoit 114 838,5 Md FCFA (175,1 Md EUR) d'investissements sur la période. Il vise une croissance de 7,6 % en 2030 (contre 6,5 % en 2025) et un taux de pauvreté réduit à moins de 20 %. Le taux d'endettement passerait de 57 % du PIB en 2025 à 54,8 % en 2030, restant sous le seuil communautaire de l'UEMOA fixé à 70 %. Dans les prévisions de ce PND, l'espérance de vie dépasserait 65 ans, tandis que la mortalité infantile reculerait de 52 pour 1 000 en 2021 à moins de 35 pour 1000. La population en emploi évoluerait de 11,5 à 14 millions et les emplois formels de plus de 1,5 million à plus de 3 millions. L'indice de capital humain progresserait de 0,38 en 2019 à 0,7. Le plan repose sur six piliers stratégiques : (i) paix et stabilité ; (ii) agriculture et agro-industrie ; (iii) secteur privé et industrialisation ; (iv) capital humain ; (v) infrastructures ; (vi) gouvernance et modernisation de l'État.

4 Md USD de Petroci, Eni et Vitrol pour la phase 3 du projet Baleine

Le 25 mai 2026, la Société nationale d'opérations pétrolières de Côte d'Ivoire (Petroci), le groupe pétrolier italien Eni et le négociant suisse Vitrol [ont officialisé](#) le lancement d'un programme d'investissement de 4 Md USD pour la mise en œuvre de la troisième phase d'exploitation du gisement Baleine. Cette décision porte l'investissement total du projet à 8,5 Md USD. La phase 3 devrait permettre d'augmenter la production pétrolière de 60 000 à 150 000 barils par jour tandis que la production gazière atteindrait 200 M de pieds cubes de gaz pour une durée d'au moins 12 ans. Pour rappel, les ressources du champ Baleine sont estimées à 2,5 Md de barils



de pétrole brut et 3 300 Md de pieds cubes de gaz naturel.

Les cultures agricoles principalement destinées à la commercialisation

Selon le [rapport d'analyse de l'Enquête agricole annuelle 2024-2025](#) de l'Agence nationale de la statistique (ANStat), la production totale des principales cultures vivrières en Côte d'Ivoire a atteint 21,2 M de tonnes, portée principalement par le manioc (7,4 M T), l'igname (7 M T) et la banane plantain (2,3 M T), qui concentrent près de 79 % des volumes produits. En ce qui concerne l'usage immédiat après récolte, la plupart des productions vivrières sont, en premier lieu, destinées à la commercialisation (66,6 % du maïs récolté, 63,6 % des bananes plantains et 43,3 % du mil), puis à l'autoconsommation (38,3 % du sorgho, 36,7 % du mil et 30,6 % des patates douces). Pour certaines productions, une grande partie de la récolte est immédiatement stockée avant un usage ultérieur (53 % du manioc récolté, 49,4 % du soja, 44,4 % des riz pluviaux et 43 % des patates douces). La transformation immédiate est assez rare, dans l'ensemble, sauf pour le sorgho (40,4 %), illustrant un usage agroalimentaire spécifique. La production maraîchère totalise 1,1 M T, dominée par la tomate (478 000 T) et l'aubergine (219 300 T). Elle est majoritairement orientée vers la vente. Enfin, la production des cultures de rente totalise 5,6 M T, dominée par le cacao (1,7 M T), le palmier à huile (1,5 M T) et l'hévéa (1,1 M T), et est aussi fortement orientée vers la vente.

Guinée

Accord avec Chalco Guinea Company pour la construction d'une raffinerie d'alumine

Le 21 mai 2026, le Gouvernement guinéen et l'entreprise chinoise Chalco Guinea Company [ont signé](#) un accord portant sur la construction

d'une raffinerie d'alumine à Boffa. Le coût global du projet est estimé à 1,7 Md USD, pour une capacité de production prévue de 1,2 M tonnes par an. Un programme de formation et de renforcement des compétences locales sera mis en place, à travers la construction d'une école d'ingénieurs et de formation technique, l'octroi de 500 bourses d'études sur 20 ans et un dispositif de contenu local destiné à renforcer l'emploi des jeunes et le transfert de compétences. Ce projet s'inscrit dans le cadre du programme Simandou 2040 qui prévoit la construction de 5 raffineries d'ici 2030. Il s'agirait alors de la troisième, après celles en construction de State Power Investment Corporation (SPIC) et de Winning Consortium Alumina Guinea (WCAG).

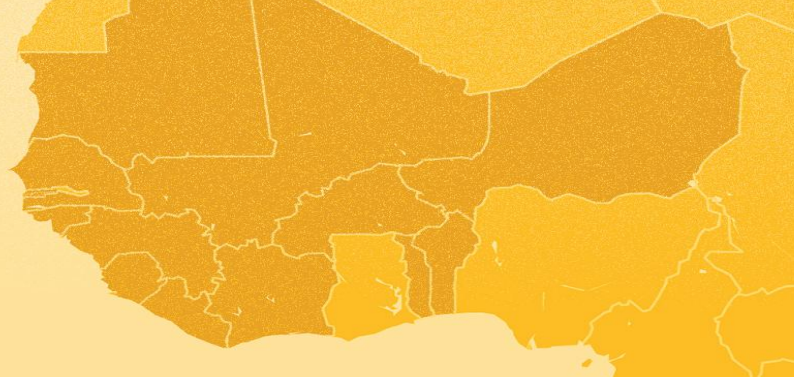
Production en recul de la mine d'or de Siguiri au 1^{er} trimestre 2026

Au 1^{er} trimestre 2026, la mine d'or de Siguiri, la plus grande de Guinée détenue à 85 % par AngloGold Ashanti et à 15 % par l'État guinéen, [a enregistré](#) une production attribuable de 75 000 onces (2,1 tonnes) d'or, soit un recul de 6 % par rapport à la même période en 2025. Ce repli s'explique par une diminution des volumes de minerai traités, malgré une amélioration des teneurs. Toutefois, les revenus de la mine ont progressé à 377 M USD, contre 221 M USD un an auparavant, soutenus par la hausse des prix de l'or.

Libéria

Le groupe Mainland s'engage à investir 36 M USD pour la filière hévéa

Le 26 mai 2026, le Ministère de l'agriculture libérien [a annoncé](#) un engagement d'investissement de 36 M USD par le groupe agroindustriel cambodgien Mainland Group. Cet investissement financera la création d'usines de transformation du caoutchouc, ainsi que la mise en place d'un système de



production sous contrat, permettant de connecter directement les petits producteurs aux usines de productions et donc de sécuriser leurs revenus. Le gouvernement libérien entend ainsi renforcer ses capacités de transformation locale des matières premières et rendre la filière hévéa plus attractive pour les petits producteurs. Cette décision [intervient](#) deux mois après que le Ministère de l'Agriculture ait appelé à augmenter la production de caoutchouc afin de faire du Libéria un acteur compétitif sur le marché mondial.

Mali

Amélioration du solde budgétaire au premier trimestre 2026

Selon le rapport d'exécution budgétaire à fin mars 2026, le pays [a enregistré](#) un excédent budgétaire de 46,1 Md FCFA (70,3 M EUR) au 1^{er} trimestre 2026, contre un déficit de 145,1 Md FCFA (221,2 M EUR) à la même période en 2025. Les recettes budgétaires ont atteint 838,6 Md FCFA (1,3 Md EUR) au 31 mars 2026, contre 514 Md FCFA (783,6 M EUR) un an plus tôt, tandis que les dépenses exécutées s'élèvent à 759,1 Md FCFA (1,2 Md EUR), contre 659,9 Md FCFA (1 Md EUR) au premier trimestre 2025. Pour rappel, la loi de finances initiale 2026 prévoit des recettes budgétaires de 2 934,8 Md FCFA (4,5 Md EUR) et des dépenses de 3 455,3 Md FCFA (5,3 Md EUR), soit un déficit prévisionnel de 520,4 Md FCFA (793,3 M EUR).

Niger

Signature de plusieurs accords pétroliers entre la Chine et le Niger

Le 18 mai 2026, le Gouvernement nigérien et plusieurs sociétés pétrolières chinoises [ont signé](#) des accords pour relancer la production et les exportations de pétrole brut. Ces accords prévoient notamment la reprise de deux projets

pétroliers, Dinga Deep et Abolo-Youngou, pour un investissement total de 1 Md USD. Cela permettrait de porter la production nationale de 110 000 à 145 000 barils par jour d'ici 2029. À cela s'ajoute une baisse du coût du transport du brut de 27 à 15 USD, ce qui correspondrait à une économie de 106 M USD par an pour l'État nigérien. Ce dernier obtiendrait également 45 % du capital de la société WAPCO, gestionnaire du pipeline. Enfin, les accords signés prévoient la création d'environ 450 emplois au profit des nigériens d'ici 2030, ainsi que l'accroissement de la part des entreprises locales dans la sous-traitance et l'harmonisation des salaires entre personnel expatrié et local.

Projet de construction d'une usine pharmaceutique

Le 18 mai 2026, le Gouvernement nigérien [a approuvé](#) un décret accordant le bénéfice des avantages du régime Conventionnel du Code des Investissements à la société West African Glory Pharmaceutical pour la construction et l'exploitation d'une usine de fabrication de produits pharmaceutiques dans la région de Tillabéri. L'investissement total s'élèverait à 20,5 Md FCFA (31,3 M EUR).

Sénégal

Ahmadou Al Aminou Lô, ancien cadre de la BCEAO, nommé Premier ministre

Par décret n°2026-1129 du 25 mai 2026, le président Bassirou Diomaye Faye [a nommé](#) Ahmadou Al Aminou Lô au poste de Premier ministre, en remplacement d'Ousmane Sonko démis de ses fonctions le 22 mai 2026, simultanément à la dissolution de son gouvernement. Economiste de formation et ancien Directeur national de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), Ahmadou Al Aminou Lô était jusqu'avant sa récente nomination, ministre d'État chargé du suivi de l'Agenda Sénégal 2050. Spécialiste de la



macroéconomie, de la régulation bancaire et des marchés financiers, le nouveau Chef du gouvernement a qualifié sa mission de "changement de méthode, non de cap".

L'Assemblée nationale adopte les lois sur le crédit-bail et l'affacturage

Le 21 mai 2026, l'Assemblée nationale [a adopté](#) deux projets de loi visant à moderniser le cadre juridique du financement des entreprises. La loi n°08/2026 relative au crédit-bail abroge la loi de 2012 et internalise la loi uniforme de l'UEMOA adoptée en 2016, encadrant le financement par location avec option d'achat. La loi n°09/2026 régit l'affacturage, permettant aux entreprises de céder leurs créances commerciales à un affactureur. Ces réformes visent à améliorer l'accès au financement des entreprises, dont en particulier les PME qui représentent [99,8 % du tissu économique](#) sénégalais et génèrent 80 % des emplois, mais n'accèdent qu'à moins de 10 % du portefeuille bancaire.

L'impact du conflit au Moyen-Orient sur les subventions énergétiques

Lors de son intervention aux "[Questions d'actualité au gouvernement](#)" du 22 mai 2026, le ministre des Finances et du Budget a donné quelques précisions sur l'impact de la hausse du prix international du pétrole, en raison du conflit au Moyen-Orient, sur les subventions à l'énergie (électricité et carburant). L'hypothèse retenue pour 2026 est un cours moyen du baril de pétrole à 85 USD, impliquant ainsi une subvention à budgétaire à 774 Md FCFA (1,2 Md EUR ; 3,3 % du PIB) pour maintenir les prix du carburant au niveau actuel. Dans le cas d'un scénario plus pessimiste, notamment une persistance du conflit, avec un cours moyen du baril à 115 USD, la subvention augmenterait à 1 396 (2,1 Md EUR ; 6 % du PIB) Md FCFA. Pour rappel, dans la Loi de finances initiale 2026, le montant de subvention prévu est de 250 Md FCFA (381,1 M EUR). Ce qui implique un effort

budgétaire supplémentaire compris entre 524 Md FCFA (798,8 M EUR) et 1 146 Md FCFA (1,7 Md EUR) pour maintenir les prix à la pompe.

Togo

Accord au niveau des services du FMI sur les 3^e et 4^e revues FEC

Selon un communiqué daté du 21 mai 2026, les autorités togolaises et le Fonds Monétaire International (FMI) [sont parvenus](#) à un accord au niveau des services portant sur les troisième et quatrième revues du programme au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC). Cet accord, sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration du FMI, permettrait le décaissement de 80,7 M DTS (110,8 M USD). Les résultats obtenus dans le cadre du programme ont été jugés globalement satisfaisants. Toutefois, les services du FMI ont rappelé la nécessité de renforcer le secteur financier et la performance des entreprises publiques, en particulier dans le secteur de l'énergie, afin de réduire les risques budgétaires. En 2025, l'économie togolaise a enregistré une croissance d'environ 6 %, soutenue principalement par le secteur des services, tandis que le déficit budgétaire a chuté à 3,2 % du PIB, grâce à une maîtrise des dépenses et malgré des recettes quelque peu inférieures aux prévisions. Les perspectives économiques pour 2026 indiquent un ralentissement temporaire de l'activité et une hausse de l'inflation, dus en grande partie aux répercussions du conflit au Moyen-Orient.

30 M EUR mobilisés par la SFI pour le financement des PME et PMI

Le 21 mai 2026, la Société financière internationale (SFI), branche du Groupe de la Banque Mondiale dédiée au secteur privé, et African Lease Togo [ont annoncé](#) le renforcement de leur partenariat par la mise en place d'une facilité de 30 M EUR dédié au



financement des petites et moyennes entreprises (PME) et des petites et moyennes industries (PMI). Cette facilité permettra d'élargir l'offre de crédit-bail et d'affacturage d'African Lease Togo au bénéfice de ces entités. Au moins 25 % des fonds seront orientés vers le secteur agricole et une enveloppe sera dédiée au financement de l'entrepreneuriat féminin afin de renforcer l'inclusion et de favoriser l'égalité d'accès aux ressources.

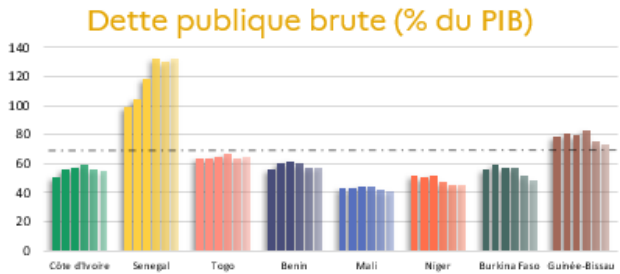
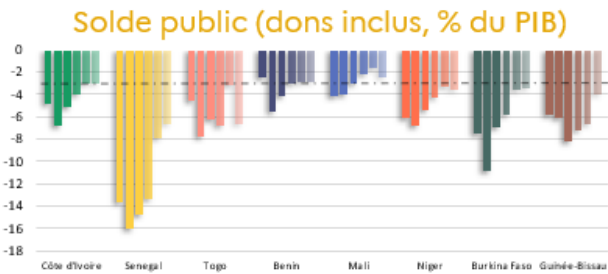
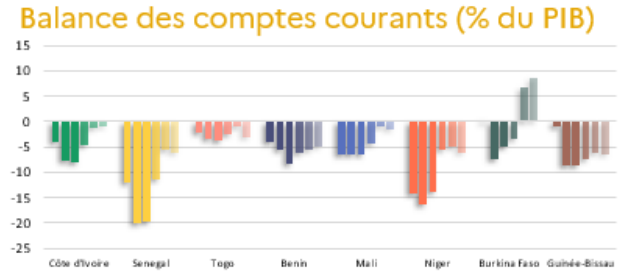
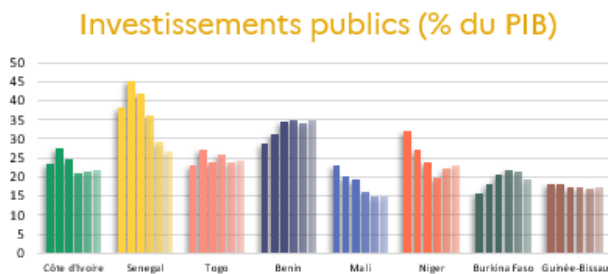
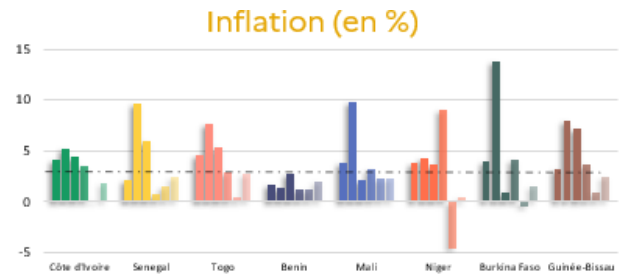
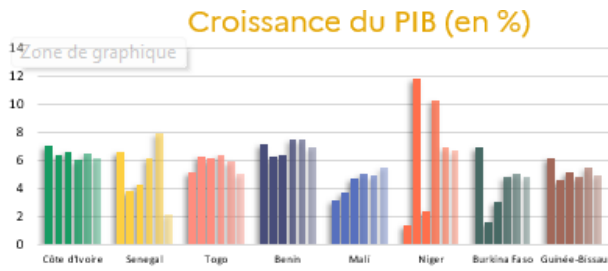
Retour sur les perspectives du World Economic Outlook du FMI – Avril 2026 (1/2)

	Croissance du PIB réel (%)			PIB par habitant (\$)			Inflation (%)			Revenus (dons inc., % du PIB)		
	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026
Benin	7,5 %	7,5 %	7,0 %	1 482	1 634	1 809	1,2 %	1,1 %	2,0 %	15,2 %	15,6 %	15,9 %
Burkina Faso	4,8 %	5,0 %	4,9 %	982	1 126	1 319	4,2 %	-0,6 %	1,5 %	22,0 %	22,5 %	21,2 %
Côte d'Ivoire	6,0 %	6,5 %	6,2 %	2 724	3 006	3 313	3,4 %	0,1 %	1,8 %	16,4 %	17,2 %	17,6 %
Guinée-Bissau	4,8 %	5,5 %	4,9 %	1 105	1 311	1 449	3,7 %	0,9 %	2,5 %	13,1 %	13,2 %	13,7 %
Mali	5,0 %	4,9 %	5,5 %	1 093	1 190	1 301	3,2 %	2,3 %	2,2 %	18,9 %	19,3 %	20,2 %
Niger	10,3 %	6,9 %	6,7 %	707	750	822	9,1 %	-4,6 %	0,4 %	9,2 %	11,5 %	11,7 %
Sénégal	6,1 %	7,9 %	2,2 %	1 759	1 936	2 054	0,8 %	1,4 %	2,5 %	20,1 %	21,3 %	22,4 %
Togo	6,3 %	5,9 %	5,0 %	1 115	1 217	1 341	2,9 %	0,4 %	2,8 %	17,4 %	16,6 %	16,7 %
Cap Vert	7,2 %	5,5 %	4,8 %	5 329	5 995	6 670	1,1 %	2,3 %	2,2 %	25,0 %	28,1 %	26,6 %
Gambie	5,6 %	6,0 %	5,1 %	862	904	953	11,6 %	7,9 %	5,8 %	21,3 %	24,2 %	24,5 %
Guinée	6,1 %	6,7 %	8,7 %	1 572	1 722	1 848	4,5 %	3,1 %	4,1 %	15,6 %	18,2 %	17,8 %
Liberia	4,0 %	5,1 %	5,1 %	851	910	964	8,2 %	8,3 %	5,7 %	22,3 %	21,0 %	20,7 %
Mauritanie	6,3 %	4,2 %	4,4 %	2 430	2 655	3 033	2,5 %	1,6 %	4,1 %	22,2 %	23,1 %	24,5 %
Sierra Leone	4,3 %	4,4 %	4,6 %	807	874	919	28,4 %	7,6 %	7,5 %	12,4 %	12,3 %	13,7 %
Afrique Subsaharienne	4,2 %	4,5 %	4,3 %	1 612	1 742	1 943	20,7 %	12,5 %	8,8 %	18,1 %	18,4 %	18,4 %

	Investissement public (% PIB)			Balance des comptes courants (% PIB)			Solde public (% PIB)			Dette publique (% PIB)		
	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026
Benin	35,1 %	33,9 %	34,8 %	-6,0 %	-5,7 %	-5,0 %	-3,1 %	-2,9 %	-2,9 %	60,5 %	57,3 %	57,2 %
Burkina Faso	21,9 %	21,4 %	19,4 %	-3,5 %	6,7 %	8,6 %	-5,8 %	-3,5 %	-3,5 %	57,2 %	52,0 %	48,8 %
Côte d'Ivoire	20,9 %	21,4 %	22,0 %	-4,5 %	-1,1 %	-1,1 %	-4,0 %	-3,0 %	-3,0 %	59,5 %	56,3 %	55,1 %
Guinée-Bissau	17,5 %	17,0 %	17,3 %	-7,4 %	-6,2 %	-6,3 %	-7,3 %	-6,7 %	-4,0 %	82,4 %	75,3 %	73,6 %
Mali	16,1 %	14,9 %	15,0 %	-4,3 %	-0,8 %	-1,5 %	-2,2 %	-1,6 %	-2,4 %	44,0 %	41,9 %	40,8 %
Niger	19,8 %	22,2 %	23,2 %	-5,6 %	-5,0 %	-6,1 %	-4,3 %	-3,3 %	-3,7 %	47,7 %	45,4 %	45,5 %
Sénégal	36,2 %	29,1 %	26,6 %	-11,3 %	-5,6 %	-6,2 %	-13,4 %	-7,9 %	-6,7 %	132,4 %	130,2 %	132,3 %
Togo	26,0 %	24,0 %	24,2 %	-2,4 %	-1,0 %	-3,2 %	-6,8 %	-3,2 %	-6,7 %	66,2 %	63,0 %	64,7 %
Cap Vert	23,3 %	22,3 %	21,2 %	3,9 %	3,6 %	-0,4 %	-1,1 %	1,1 %	-0,9 %	112,8 %	101,0 %	95,9 %
Gambie	24,7 %	24,5 %	24,7 %	-6,5 %	-4,9 %	-5,1 %	-4,0 %	-2,9 %	-1,0 %	78,5 %	73,9 %	68,3 %
Guinée	15,3 %	15,4 %	15,3 %	-14,7 %	-22,3 %	-3,6 %	-5,0 %	-7,0 %	-5,0 %	48,3 %	48,1 %	44,7 %
Liberia	nd	nd	nd	-8,1 %	-6,3 %	-12,0 %	-1,8 %	-1,4 %	-1,6 %	56,4 %	54,9 %	53,8 %
Mauritanie	43,1 %	40,5 %	42,6 %	-9,4 %	-5,8 %	-6,5 %	-1,4 %	-0,3 %	0,5 %	45,1 %	40,1 %	37,1 %
Sierra Leone	20,5 %	17,4 %	18,7 %	-6,9 %	-5,1 %	-3,3 %	-5,2 %	-4,2 %	-2,2 %	46,7 %	45,2 %	44,3 %
Afrique Subsaharienne	18,8 %	18,7 %	20,0 %	-1,3 %	-0,9 %	-0,6 %	-3,7 %	-3,8 %	-4,0 %	58,7 %	57,0 %	56,1 %



Retour sur les perspectives du World Economic Outlook du FMI – Avril 2026 (2/2)



■ 2021 ■ 2022 ■ 2023 ■ 2024 ■ 2025 ■ 2026 --- Seuil régional (quand existant)

Source: World Economic Outlook – Avril 2026 – FMI

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
 Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar et Lomé, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : abidjan@dgtresor.gouv.fr & suivez notre page [LinkedIn](#)